

FICHE DE PRESENTATION PROFESSIONNELLE



Comité : Conseil des expert.e.s sur la sécurité mondiale

Thématique : Comment protéger les civils de l'insécurité ?

Nom de votre think tank/groupe de réflexion : ***South African Institute of International Affairs***

1. De quelle manière votre think tank est concerné.e par le sujet ?

Le South « African Institute of International Affairs (SAIIA) », depuis sa création, vise à renforcer la voix de l'Afrique dans les débats internationaux, en combinant rigueur académique et engagement avec des organismes politiques. Dans le domaine de la sécurité globale, il affirme que la protection des civils est essentielle pour atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD)* 3, 8 et 16, liés à la santé, la croissance économique et la paix. Cette protection ne vise pas seulement à garantir les droits fondamentaux, mais aussi à préserver une démographie dynamique, moteur de développement économique. L'Afrique du Sud, particulièrement touchée par le terrorisme et les crimes violents, avec un taux d'homicide de 45 pour 100 000 habitants comparé à 5,61 pour 100 000 à l'échelle mondiale, montre l'urgence de la situation. Face à ces défis, le SAIIA adopte une méthodologie unique fondée sur la recherche politique rigoureuse, les réunions Track II avec l'Union Africaine et les CER, et des négociations avec des acteurs gouvernementaux et universitaires. Il encourage les think tanks africains à faciliter le dialogue entre entités étatiques et non étatiques.

Comme institut engagé dans la défense du droit international humanitaire, nous documentons activement les violations commises au Soudan, en République Démocratique du Congo et dans la région du Sahel**. Nos études de cas ciblées découvrent des attaques répétées contre les écoles, les cliniques et les infrastructures civiles, ainsi que des déplacements forcés de populations grandes. Selon le Centre africain d'études stratégiques, plus de 40 millions de personnes ont été déplacées au cours de la dernière décennie.

En analysant des données géolocalisées, des témoignages de terrain et des analyses juridiques, nous contribuons à une cartographie rigoureuse des violations, essentielle pour représenter les réponses humanitaires et tracer la redevabilité. En outre, nous facilitons le dialogue entre acteurs humanitaires et groupes armés afin de négocier des corridors d'accès et des cessez-le-feu localisés. Ces efforts ont permis l'ouverture de plus que 10 de chemins humanitaires entre le Soudan entre avril et août 2024, résultant à une réduction estimée de 17% des dégâts civils. Nous défendons une approche fondée sur des statistiques et faits vérifiables, une coopération régionale renforcée et

une diplomatie humanitaire proactive pour garantir l'accès aux populations vulnérables.

*Les ODD sont 17 objectifs publiés par les Nations Unies pour promouvoir les activités qui aident à créer un monde plus équitable, vivable et viable. Ils appuient sur les trois piliers de développement durable proposés par le rapport Brundtland : le développement social, environnemental et économique.

**Le Sahel est une région située en Afrique, s'étendant de l'océan Atlantique à la mer Rouge, du Sénégal au Soudan, et incluant des pays comme le Mali, le Burkina Faso, le Niger, le Tchad, la Mauritanie et le Niger.

2. Que propose votre think tank?

Tout d'abord, il faut noter que les causes principales de l'insécurité: ils incluent la gouvernance de qualité bas, inégalité économique avec chômage des jeunes et plus dangereusement les idéologies extrémistes qui exploitent la religion comme justification de leur crimes. Aussi, il est évidente qu'il y a une lien entre la quantité d'attaques extrémistes et l'intervention gouvernementale: une étude des Nations Unies en 2017 ou des centaines de volontaires de groupe terroriste comme Boko Haram a montré que 71 % d'entre eux se sont portés volontaires à cause du meurtre ou de l'arrestation d'un ami ou d'un membre de leur famille par le gouvernement. Pour cette raison, il est essentiel que nous, comme une communauté internationale, investissons dans des initiatives de décentralisation et dans des formes de gouvernance pilotées par la communauté, surtout en Afrique où l'Indice de Distance Hiérarchique*** est très haut et peut devenir catalyste pour les jeunes. Le SAIIA croit que les programmes destinés aux jeunes constituent une mesure importante pour de nombreux pays afin de réduire le nombre de jeunes susceptibles de se sentir influencés par les médias et de rejoindre l'extrémisme. Les programmes comme des stages et des formations professionnelles sont quelques exemples et il est important de noter que ces deux solutions ne sont pas chères à implémenter et n'exigent pas beaucoup d'efforts. En introduisant ces mesures, le nombre d'attaques terroristes va diminuer et aussi nous serons plus près d'atteindre le 10e ODD, pour l'égalité.

Afin de renforcer la protection des civils dans les zones de conflit, le SAIIA propose la mise en place de mécanismes régionaux plus robustes et plus réactifs. Nous voudrions la création d'unités de surveillance sous la support de l'Union Africaine et des CER, capables de documenter les violations du droit international humanitaire en temps réel et de coordonner des réponses rapides. Ces unités doivent travailler en étroite collaboration avec les juridictions locales et les tribunaux hybrides pour garantir que les crimes contre les populations non armées ne restent pas impunis. En parallèle, nous

encourageons l'intégration des ONG locales dans les dispositifs d'alerte communautaire, afin que les civils puissent signaler les menaces avant qu'elles ne deviennent des tragédies. Former les forces armées aux normes du DIH, notamment en ce qui concerne les infrastructures vitales comme les hôpitaux et les écoles, est une étape indispensable pour limiter les dommages collatéraux et restaurer la confiance entre les populations et les institutions.

La prévention de la radicalisation passe aussi par une approche centrée sur les civils, en particulier les jeunes vivant dans des contextes de violence prolongée. Le SAIIA soutient des programmes de résilience communautaire qui offrent aux jeunes des alternatives concrètes à

***L'Indice de Distance Hiérarchique, en anglais Power Distance Index(PDI), est une échelle pour évaluer l'acceptation de pouvoir et de richesse par les individus d'une population.

l'extrémisme : espaces sûrs, éducation civique, dialogue intergénérationnel et formations professionnelles. Ces initiatives doivent être conçues avec les communautés elles-mêmes, en tenant compte des dynamiques locales et des facteurs de vulnérabilité. Nous plaidons également pour le renforcement des réseaux de femmes médiatrices, souvent en première ligne pour protéger les familles et maintenir le tissu social. Enfin, nous collaborons avec des leaders religieux et coutumiers pour diffuser des messages de paix et de protection des innocents, dans des contextes où la parole locale a plus de poids que les injonctions internationales. Protéger les civils, c'est aussi leur redonner les moyens d'agir.